



**PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

**PREFECTURE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille le **13 NOV. 2013**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES  
MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU  
Tel : 04.84.35.42.72  
N° 2013-437-MED

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre  
De la société DELTA RECYCLAGE,  
située sur la commune d'Arles**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

**Vu** le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>, et notamment l'article L.171-8 ;

**Vu** l'arrêté n° 69-2003-A du 29 juin 2004 autorisant la société DELTA RECYCLAGE à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux sur la commune d'Arles ;

**Vu** l'arrêté de mise en demeure en date du 29 août 2013 ;

**Vu** le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 28 octobre 2013 ;

**Vu** l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 7 novembre 2013 ;

**Considérant** que la société DELTA RECYCLAGE est autorisée, par arrêté préfectoral du 29 juin 2004, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux, sur la commune d'Arles ;

**Considérant** que par arrêté de mise en demeure 29 août 2013, il a été imposé à l'exploitant de réaliser une mesure de niveaux sonores de son établissement, en respect de l'article 5.4 de l'arrêté précité, et de la transmettre à l'inspection des installations classées ;

**Considérant** que les résultats de ces mesures montrent plusieurs dépassements des émergences par rapport aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral réglementant le site, et notamment dans les zones à proximité des riverains ;

**Considérant**, par ailleurs, que le bilan annuel 2012 des activités de la société (tonnages entrant et sortant par nature de déchets), demandé par l'inspection des installations classées, fait apparaître que les volumes traités sur le site sont en dépassement par rapport aux valeurs indiquées dans l'arrêté d'autorisation.

**Considérant** qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions applicables à une installation classée, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE**

.../...

## ARTICLE 1-

La société DELTA RECYCLAGE, dont le siège social est ZA rue de la libération, 34130 Lansargues, est **mise en demeure de respecter** les prescriptions rappelées ci-après pour ses installations situées Zone Industriale-Portuaire d'Arles Nord, Quartier du Mas du Moulin, 13200 Arles :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté du 29 juin 2004, « Prévention des nuisances sonores et des vibrations » ;

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2013.

Une nouvelle campagne de mesure (avec localisation des points de mesure identique à la précédente) sera réalisée, et transmise à l'inspection des installations classées avant la fin du délai imposé.

- pour l'année 2014, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2004, « Nature et Volume des activités » ;

Les volumes d'activités par nature de déchets pour chaque bâtiment seront strictement respectés.

Pour le contrôle du respect de cette prescription, des bilans trimestriels par nature de déchets définie dans l'arrêté d'autorisation seront transmis à l'inspection des installations classées dès avril 2014.

## ARTICLE 2 -

Si à l'expiration des délais imposés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

## ARTICLE 3 -

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Marseille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

## ARTICLE 4 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques, de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,

Marseille le 13 NOV. 2013

Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale Adjointe

  
Raphaëlle SIMEONI